

Déclaration de la mission des services du FMI au terme de sa visite en Côte d'Ivoire

Une mission du Fonds monétaire international (FMI), conduite par Mme Doris Ross, a séjourné en République de Côte d'Ivoire du 2 au 17 Septembre. La mission a rencontré le Ministre de l'Économie et des Finances, M. Charles Koffi Diby, plusieurs autres ministres, le Directeur National de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), ainsi que de hauts responsables de l'administration, des représentants du secteur privé et des bailleurs de fonds. Elle a été reçue en audience par le Président de la République, Son Excellence M. Laurent Gbagbo, ainsi que par le Premier Ministre, M. Guillaume Soro. Des représentants des services de la Banque mondiale ont participé aux discussions.

La mission a procédé à l'analyse de la situation et des perspectives économiques de la Côte d'Ivoire dans le cadre de l'Article IV des statuts du FMI et passé en revue la mise en œuvre du programme économique appuyé par la Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC), le guichet concessionnel du FMI à l'intention des pays à faible revenu. Le rapport de la récente mission du Programme d'évaluation du secteur financier (PESF) a été officiellement présenté aux autorités.

Mme Doris Ross, chef de mission pour la Côte d'Ivoire, a publié la déclaration suivante aujourd'hui à Abidjan :

«Malgré la crise financière mondiale, l'activité économique ivoirienne au premier semestre s'est maintenue à un bon niveau et l'objectif de croissance de 3,5 % en 2009 peut-être atteint. La production agricole a bénéficié d'une bonne pluviométrie; l'extraction d'hydrocarbures et les mines sont en hausse; la production industrielle a progressé et le secteur des services a généralement poursuivi son expansion. La baisse des prix pétroliers et alimentaires ont entraîné un recul des prix depuis le début de l'année, ce qui a ramené l'inflation annuelle proche de la norme communautaire de 3%.»

« Les perspectives économiques du pays restent favorables. Des élections dans un climat apaisé devraient renforcer la confiance des investisseurs et l'activité économique. Sur cette base, la croissance devrait s'accélérer si dans le même temps les réformes entreprises pour améliorer l'efficacité de l'économie et promouvoir la bonne gouvernance sont intensifiées. »

«L'exécution du budget de 2009 au premier semestre était globalement satisfaisante et les objectifs annuels devraient être atteints. Les revenus ont dépassé les attentes grâce à la bonne tenue des recettes fiscales et pétrolières et ce, malgré la contre-performance des douanes. Les dépenses ont été également supérieures aux projections à cause notamment du dépassement sur la subvention électricité. La mission a noté avec satisfaction les efforts faits pour augmenter les dépenses au profit des plus pauvres.»

« La mission encourage le gouvernement à accélérer la mise en œuvre de sa stratégie de réduction de la pauvreté. Les avancées notables au plan des réformes structurelles doivent se poursuivre. La réforme de la gestion des finances publiques

a connu des avancées dans les domaines de la passation des marchés publics, de la transparence du système de gestion de la dépense, et de la discipline budgétaire. Dans le secteur cacao-café, les prélèvements fiscaux et parafiscaux vont continuer à diminuer pendant que la réforme du secteur se prépare. Cependant, des réformes cruciales pour améliorer la gouvernance et le climat des affaires tardent à se réaliser et le redressement du secteur de l'électricité demande des mesures courageuses. »

« Nous appuyons la décision des autorités d'utiliser les fonds récemment mis à leur disposition par le FMI, sous la forme d'une allocation de droits de tirages spéciaux équivalente à FCFA 175 milliards, pour la réduction accélérée des arriérés intérieurs. Ces ressources permettront aussi de remplacer d'autres financements plus chers. »

«La mission a discuté avec les autorités des grandes lignes du budget de 2010 qui visera principalement à continuer à accroître l'espace pour les dépenses sociales et d'investissement. Des efforts de collecte de revenu seront redoublés, y compris dans les zones Centre-Nord-Ouest. Les exonérations fiscales et douanières seront rationalisées et la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale poursuivie. La mission encourage le gouvernement à améliorer la situation financière du secteur de l'électricité et à rationaliser et maîtriser la masse salariale et les dépenses de fonctionnement. La mission apprécie l'engagement du gouvernement à continuer à réduire les arriérés intérieurs, et l'encourage à poursuivre la restructuration de la dette extérieure publique avec tous ses créanciers.»

«Après examen par la Direction générale du FMI, la première revue du programme appuyé par la FRPC sera soumise à la considération du Conseil d'administration du FMI avant la fin de l'année. Une conclusion favorable devrait permettre à la Côte d'Ivoire de bénéficier d'un décaissement supplémentaire de l'assistance financière prévue dans la FRPC.»

«La mission tient à remercier les autorités ivoiriennes pour la chaleur de l'accueil et la qualité des discussions».